

**LA CRISE FINANCIERE  
INTERNATIONALE:  
MENACE OU OPPORTUNITE  
POUR LES PAYS EN  
DEVELOPPEMENT – CAS DU  
CAMEROUN**

# Plan de l'exposé

## Introduction

I- Évaluation de l'impact de la crise financière internationale sur l'économie camerounaise

A. Effets sur le système financier et les flux de capitaux

B. Effets sur le système de production, le commerce extérieur et les finances publiques

II- Proposition de mesures susceptibles de transformer les effets induits par la crise en opportunités de développement pour le Cameroun

A. Leviers de croissance

B. Instruments de réalisation

Conclusion

# Introduction

## De la crise financière internationale...

Origine: Le développement des marchés et des produits financiers (*subprimes*) a entraîné la **titrisation** des dettes et un surendettement doublé de l'irresponsabilité des acteurs du marché financier

Causes: le manque de transparence, l'opacité des opérations, l'abandon du financement de l'économie réelle au bénéfice de la spéculation à haut risque.

- La banqueroute des intermédiaires financiers a suscité une **crise de confiance** entre les banques et les institutions financières créant un **effet "boule de neige"** ou un mécanisme de contagion à travers le monde

# Introduction

...À la crise économique mondiale

La crise financière internationale s'est transformée en crise économique mondiale caractérisée par une **récession** profonde et structurelle

- *Quels sont les effets de cette crise sur l'économie camerounaise?*
- *Comment faire pour renverser cette situation?*
- *Peut-on considérer cette crise comme une opportunité à saisir pour transformer notre pays?*

# I- Évaluation de l'impact de la crise financière internationale sur l'économie camerounaise

Les principaux canaux de transmission de cette crise sur l'économie camerounaise sont:

- le système financier
- l'évolution des flux de capitaux
- le système productif
- le commerce extérieur et les finances publiques.

## A/ Effets sur le système financier et les flux de capitaux

### 1. sur le système financier

Rareté du crédit, surtout en direction des PME/PMI où les habitudes de non remboursement de crédits sont assez répandues.

## 2. sur l'évolution des flux de capitaux

- tarissement probable des flux de capitaux;
- possibles retraits d'avoirs étrangers, difficultés d'accès aux marchés financiers internationaux;
- Baisse de réserves de change, de l'aide publique au développement;
- Baisse des investissements directs étrangers et des transferts de fonds de la diaspora.

## **B/ Effets sur le système de production, le commerce extérieur et les finances publiques**

### **1. Les effets sur le système productif**

la baisse de la demande des matières premières due à l'effondrement corrélatif de leurs cours sur le marché international.

D'autres secteurs sont susceptibles d'être affectés: le tourisme, le transport aérien, l'immobilier, les mines, la banane, le coton, le bois.

## **2 – Les effets sur le commerce extérieur**

- ralentissement des exportations du fait de la contraction de la demande extérieure.
- Réduction de la compétitivité extérieure des entreprises camerounaises

## **3 – Les effets sur les finances publiques**

- La chute des cours du pétrole réduit de façon drastique les recettes budgétaires.
- La dépréciation du Dollar par rapport à l'euro, induit une baisse conséquente des recettes budgétaires.
- la contraction des recettes fiscales.

# **Part II LES PROPOSITIONS DE MESURES SUSCEPTIBLES DE TRANSFORMER LES EFFETS INDUITS PAR LA CRISE FINANCIERE ET ECONOMIQUE EN OPPORTUNITE DE DEVELOPPEMENT POUR LE CAMEROUN**

Les mesures à envisager concernent les actions de politique économique que l'on peut décliner selon deux principaux axes :

les leviers de croissance d'une part,

et les instruments de réalisation d'autre part.

# 1er Axe : Les leviers de croissance sont :

## 1 – L'exécution des investissements structurants

Les mesures à prendre consisteraient pour ce faire à :

- construire des nouveaux barrages hydroélectriques: Lom Pangar, Natchigal, Memve'ele...
- réhabiliter le Parc National du matériel de génie civil,
- Renforcer les infrastructures ferroviaires existantes et créer de nouvelles,
- Densifier le tissu portuaire par la construction effective des ports de Kribi et de Limbe et améliorer les infrastructures du port de Douala.

## **2 – La Mise en oeuvre effective des politiques sectorielles :**

Les politiques sectorielles dont il est question ici relèvent des secteurs suivant:

### **a) Le secteur agricole**

- la révision des politiques agricoles
- développer les fermes et les exploitations pilotes.
- Défisicaliser l'entrée des intrants
- accroître la production et la distribution des semences
- appuyer les opérateurs du secteur

## **b) Le secteur forestier**

Le secteur forestier représente un capital en termes de ressources naturelles. Il convient à cet effet de:

- définir et appliquer rigoureusement les conditions d'accès à la profession d'exploitant forestier.
- Structurer en groupements les opérateurs engagés dans la transformation,
- appuyer la formation dans les métiers de bois.

## **c) Le secteur de l'industrie**

Le développement des filières liées à ce secteur conduit à :

- Élaborer une politique industrielle cohérente,
- réactualiser le plan directeur d'industrialisation,

- Favoriser l'émergence d'un tissu dense de PME à partir des initiatives de l'entrepreneuriat national.

## **d) Le secteur des Bâtiments et Travaux Publics**

- Définir les conditions contraignantes d'existence pour les entreprises du BTP
- Définir et exécuter les Schémas directeurs d'aménagement et d'urbanisme des principales villes,
- Appuyer la production industrielle des matériaux locaux.

### **3 – Le Développement des ressources humaines, la recherche scientifique et technologique.**

Aujourd'hui, la hiérarchie des pays est déterminée par leur capacité à produire du savoir et de la technologie, à les insérer dans le processus productif à destination du marché international et domestique. A cet égard, il faudrait :

- Développer les centres d'incubation dans les universités et rendre obligatoire la conclusion de plates-formes universités/entreprises,
- Donner aux lycées techniques le statut de lycée entreprise
- Mettre en place des structures de veille technologique,

- Instituer la double nationalité,
- Définir quelques filières cibles pour la recherche scientifique et technologique
- Créer une structure de valorisation et de dissémination de l'innovation technologique,
- Créer une taxe pour le financement de l'éducation et la formation d'une masse critique du capital humain.

## **2ème Axe : Les instruments de réalisation**

Ces instruments portent sur

### **1 – La mise en oeuvre de la politique de financement :**

- Relever le taux de la dépense publique de capital de l'ordre de 30%
- Favoriser la création des sociétés de capital risque pour le financement du haut du bilan ;
- Créer une banque de développement pour le financement des secteurs prioritaires (agriculture, PME/PMI, etc.) ;

- Restructurer les institutions financières publiques de financement et de promotion de l'investissement des secteurs spécialisés CFC, SNI;
- Mettre en route le dispositif des contrats de partenariat et le B.O.T. la création et le développement de sociétés de capital-risque et de leasing pour le financement des équipements productifs;
- Recentrer le rôle du FEICOM en vue d'un financement plus accru de l'équipement des collectivités territoriales décentralisées.

## 2 – Les Finances Publiques et la Politique Budgétaire :

Les mesures à prendre consisteraient à:

- Recourir à brève échéance à un emprunt obligataire pour donner à l'Etat les moyens de son intervention ;
- Développer le financement par émission des titres publics négociables sur le marché financier ;
- Intensifier la recherche des financements concessionnels ;
- Utiliser la capacité de tirage sur la Banque Centrale (article 19 B des statuts de la BEAC) ;

- Moduler et adapter la fiscalité relative à l'acquisition des équipements industriels,
- Renforcer les mesures de maîtrise et de rationalisation de la dépense publique
- Prendre des mesures d'accélération de la consommation des crédits du BIP,
- Assurer le contrôle de l'effectivité de réalisation et en mesurer l'impact macro-économique ;

### 3 – Les Institutions et la Gouvernance

Il est désormais admis que la croissance et le développement ne relèvent pas que de la seule accumulation des richesses par suite d'une combinaison optimale des facteurs de production, mais aussi et surtout d'une plus grande efficacité des institutions et d'une politique de bonne gouvernance. Les mesures à prendre consisteraient par conséquent à :

- Accélérer la réforme de la justice et améliorer la sécurité juridique et judiciaire en particulier en matière de financement;

- Reprendre la planification et en structurer le cadre,
- Instituer un guichet unique de création d'entreprises et de promotion des investissements ;
- Réformer en profondeur et en urgence les procédures de passation de marchés en vue d'accroître la transparence, simplifier la procédure et diminuer les coûts ;
- Systématiser les contrôles et les sanctions relatives à l'exécution des marchés et à l'effectivité de réalisation des projets ;
- Assurer l'effectivité et le suivi des décisions prises et la diffusion de l'information auprès des acteurs ;

- Dynamiser les collectivités locales pour en faire des structures de développement.

## **4- L'attractivité des investissements directs étrangers**

Le Cameroun dispose de nombreux atouts pour attirer les IDE dont :

- La stabilité politique,
- la diversité de son sous-sol, de sa faune et de sa flore, de son réseau hydraulique et de sa climatologie particulière,
- la qualité de ses ressources humaines.

Mais pour ce faire, il faudrait au préalable :

- Opérationnaliser la Charte des Investissements,
- Développer l'information sur les potentialités et les atouts de la destination Cameroun ;
- Mettre en place les structures de promotion des investissements (Agence de Promotion des Investissements, Agence de Promotion des Exportations).

## CONCLUSION

Terme de l'analyse des enjeux de la crise financière et économique sur l'économie du Cameroun, il est évident que cette crise profonde affecte indéniablement le Cameroun et pourrait s'amplifier à cause des faiblesses structurelles de son économie.

Pour endiguer les effets de cette crise, le Cameroun devrait mettre en oeuvre une politique vigoureuse pour soutenir une croissance solide et durable en activant les leviers de la croissance que sont: l'exécution des investissements structurants, la mise en oeuvre des politiques sectorielles et le développement des ressources humaines et technologiques.

- A cette fin, les instruments suivants de la politique économique devront être utilisés: une politique de financement adéquate, la rationalisation de la gestion des finances publiques et la politique budgétaire, l'affinement du rôle des institutions et de la gouvernance et l'attractivité des investissements directs étrangers. Ce n'est qu'à ces conditions que la crise financière et économique pourrait devenir une opportunité à saisir pour le Cameroun et ne pas sonner le glas de l'effondrement de notre économie.